

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Intervention au Conseil national

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : mercredi 17 avril 2013

Démocratie & Socialisme

En guise d'édito pour la lettre de D & S du 15 avril 2013, voici l'intervention de Gérard Filoche au cours du Conseil national du PS samedi 13 avril.

Exceptionnellement je commence par un point de fonctionnement. La convention sur l'Europe se tient le 15 juin, le vote des militants est prévu le 6 juin, l'arrivée des textes le 6 mai, leur dépôt le 26 avril et nous devons lancer le débat ce jour. Mais à ce que je vois il n'y a pas de texte de la majorité, seulement des commissions de travail. Nous avons, dans la motion 3, discuté par un google's group d'un plan puis d'un texte, celui qui est sorti, il est là, je vous le présente disponible, on croyait qu'on allait le distribuer ici, on en avait fait une version longue, et même une version courte, mais apparemment c'est trop tôt. J'ai écouté les positions orales, et j'entends bien qu'il existe deux lignes, ce qui recoupe un vote qui a eu lieu en BN avec 44 % de refus de voter lors du budget européen. Je propose à Guillaume Balas et à ses amis d'UMA, à Pierre Larrourou et Patrick Ardoin pour la motion 4 de nous rencontrer pour parvenir à un texte commun avec la motion 3. C'est possible, l'enjeu est sérieux et dans le parti, un texte commun de la gauche du parti peut atteindre la majorité. Faisons tout pour réussir ça.

Sur le fond politique, je voudrais revenir sur un enseignement de la dernière crise à Chypre. C'est la 13e fois que l'euro est encore déclaré « sauvé ». Mais que s'est-il passé ? Ceux qui prétendent qu'on ne peut pas s'attaquer aux paradis fiscaux ont, dans ce cas, carrément osé empêcher les clients d'accéder aux banques de Chypre et osé prélever directement sur leurs comptes ! (Pourtant Chypre n'était ni sur la liste « noire », ni sur la liste « grise » des dits paradis fiscaux selon l'OCDE !). La première tentative de hold-up de la troïka UE-BCE-FMI sur Chypre a échoué.

Qu'a dit à ce propos notre camarade Pierre Moscovici ? Il a dit qu'il s'était opposé au cours de la réunion des 17 ministres des Finances, à ce premier plan catastrophique qui allait être abandonné plus tard. Mais apparemment, la voix de la France n'a pas été entendue dans cette réunion où notre ministre des Finances a in fine voté le plan en question. Pierre Moscovici explique dans la presse qu'il a agi ainsi « pour ne pas ajouter la crise à la crise ». Mais on a eu la crise quand même ! C'est dire si cette stratégie ne fonctionne pas.

Or c'est la même qui nous a fait avaler le TSCG, pour ne pas avoir la crise, et qui provoque la crise. C'est la même qui nous a fait accepter un « pacte de croissance » à minima, et il n'y a pas de croissance : chômage et récession augmentent partout en Europe. C'est la même pour le budget européen, et c'est un budget d'austérité, ce qu'il ne faut pas faire. C'est cette stratégie qui est en question.

Car, tout à l'heure, dans son introduction, Jean-Christophe Cambadélis situait la « centralité » du combat actuel, au fond, entre la social-démocratie européenne et la droite allemande. Mais ce n'est pas ce qui se passe, nous ne combattons pas la droite allemande centralement, en fait « pour ne pas ajouter la crise à la crise », chaque fois, nous sommes dans une « grande coalition » avec elle. Et c'est ce qui brouille tout, car nous perdons l'appui du salariat en France, sans le gagner en Europe. L'Europe va dans le mur, Merkel tue l'Europe, partout les peuples ne voient que reculs venus de l'UE, de la BCE, du FMI. En serrant la vis de la « rigueur budgétaire » ici, nous mécontentons nos électeurs, et le « choc » Cahuzac n'est pas seulement un « choc » d'honnêteté, mais il est un « choc » social, révélateur d'une opposition massive de l'opinion contre nous.

Certes nous sommes le gouvernement le plus à gauche d'Europe. Certes nous faisons moins mal qu'ailleurs, mais ça ne suffit pas, loin de là, pour répondre aux attentes, aux urgences, aux impatiences sociales. L'immense majorité de nos concitoyens attendent encore le changement promis pour lequel ils ont voté il y a dix mois.

Le rejet de la troïka c'est partout et plus seulement en Grèce. C'est la barbarie qui vient de l'UE et du chantage inouï qu'elle fait à la dette pour le seul compte des banques privées. En Italie, Mario Monti a été chassé après avoir accablé son peuple d'austérité pour rembourser les banques privées. En Espagne, ça pousse contre l'UE et au

Portugal, un des plus grands mouvements de masse, le seul d'ailleurs qui a gagné, montre la voie.

Il y a eu un million de manifestants le 12 septembre 2012 quand le gouvernement portugais a voulu abaisser les cotisations sociales patronales de 22,5 à 18,5 et hausser les cotisations salariales de 11,5 à 18,5 ; et la troïka a dû reculer dans son exigence. Et il y a encore eu 1,5 million de manifestants (c'est-à-dire l'équivalent de 10 millions chez nous) le 16 mars quand l'UE a exigé un nouveau plan de d'austérité pour donner 78 milliards aux banques. La mobilisation des peuples espagnols, portugais, italiens, grecs, chypriotes, c'est LA solution contre la troïka, c'est ça, la véritable « centralité du combat » contre la droite allemande.

Et le SPD l'a compris. Car il a longtemps payé le prix de sa « grande coalition » complice avec Merkel et il est en train d'en sortir pour les élections de fin 2013. Quand il faisait les plans Hartz 1, 2, 3 et 4, contre les droits des salariés, contre les salaires et les retraites, c'était Merkel qui tirait les marrons du feu. Michel Sapin citait l'autre jour le « plan Hartz IV » à propos de l'ANI, cette attaque qu'hélas nous menons contre le droit du travail, ici aussi, comme concession au Medef et aux agences de notation, au détriment des salariés. Pourtant en Allemagne, le SPD est en train de revenir là-dessus et se mord les doigts d'avoir fait Hartz IV pas seulement parce que Hartz, ex-PDG de Volkswagen, est maintenant démasqué comme corrompu et condamné lourdement comme tel, c'est un nom maudit, mais parce qu'à cause de cela la misère s'est développée en Allemagne avec des millions de travailleurs à très bas salaires. Maintenant Martin Schultz défend un Smic et les droits sociaux, contre l'austérité et les banques.

On doit cesser, d'alimenter cette politique pour « éviter d'ajouter la crise à la crise ». Rassurer les marchés n'a jamais été une bonne politique, c'est comme jeter des steaks aux requins, ça ne les éloigne pas, au contraire, ils restent dans le sillage du navire Europe.

Les sondages sont mauvais pour notre gouvernement, et c'est NOTRE gouvernement, nous soutenons François Hollande et Jean-Marc Ayrault - de toutes nos forces, ardemment - parce que s'il ne réussit pas ce sera terrible. Terrible. J'ai peur qu'avec l'actuelle ligne sur l'Europe, sous prétexte de « ne pas ajouter la crise à la crise » nous soyons rejetés : ce qui est arrivé au PASOK en quatre ans, nous sommes en train de courir le risque de le subir en un an ! On risque avec cette ligne d'être réduit à 7 % et loin derrière de nombreuses listes. Oui, je le dis avant que ça arrive, et pour que ça ne nous arrive pas ! Car ça ne sert à rien d'avoir raison après, il est encore temps pour éviter cela.

Si nous échouons, ce ne sera pas une « autre gauche » qui gagnera. Ce sera toute la gauche qui perdra. UMP et FN reviendront et ensemble, Copé annonce déjà la privatisation des 4/5e de ce qui est resté public dans notre pays, et une austérité puissance mille pour plaire aux banques.

Nous n'avons pas le droit de rester associés à l'image de Merkel et d'une Europe qui va dans le mur en semant chômage et misère.

Pour l'heure, les peuples qui luttent et y résistent, à Lisbonne, Madrid, Rome, Athènes ou à Chypre, ne se sont pas tournés vers l'extrême droite, mais si nous décevons, si nous ne rompons pas nettement avec la politique de cette troïka, les nationalistes et xénophobes s'épanouiront partout, et l'idée même de l'Europe périra.

J'ai entendu Frédéric Hocquart parler ici de la culture en Europe : bien, très bien, mais rendez vous compte qu'en Grèce cette semaine, l'UE a fait fermer l'enseignement supérieur public. Fermer l'enseignement supérieur public ! En Grèce !

J'ai entendu Bernadette Vergniaud, ici, tout à l'heure parler d'un « pacte européen pour l'égalité des salaires femmes-hommes », mais il n'y a pas le premier pas en ce sens nulle part. En France, l'ANI est une attaque contre

les droits des millions de femmes à temps partiels. Elles subissent : flexibilité, coupures, délai de prévenance, bloc d'heures complémentaires, lissage des salaires... A qui va-t-on faire croire qu'ici et avec l'Europe on va, là aussi, dans le bon sens ?

Sans redresser, redistribuer les richesses maintenant, réinvestir, hausser les salaires, défendre les retraites, les allocations familiales, et le droit du travail, sans s'opposer nettement, frontalement, à la ligne brutale, d'austérité, imposée par Merkel, nous allons dans le mur ! Ecoutez quand il est temps ! Bernard Cazeneuve disait dans Le Monde que dans le budget 2014 il allait encore baisser les dépenses publiques, de 1,5 milliard, et ce en diminuant sur toutes les lignes du budget... Il ne croit donc pas qu'on va réussir à aller chercher l'argent de la fraude fiscale, les 590 milliards d'avoirs français dans les paradis fiscaux, ou les 108 milliards en Suisse, ou les 60 à 80 milliards de la fraude fiscale. Il agit comme si tout ce qu'on dit là-dessus, n'allait pas arriver, comment va-t-on être crus ? De toute façon ce n'est pas avec 50 magistrats et inspecteurs qu'on va SÉRIEUSEMENT lutter contre cette fraude, nous devons embaucher 2 000 inspecteurs des impôts ainsi que des inspecteurs du travail et des douaniers, car les services de contrôle ont été démantelés sous Sarkozy...

Il faut des signes pour remonter la pente dans l'opinion de nos électeurs, un gouvernement rose vert rouge, une riposte surpuissante à la hausse du chômage de masse, la réforme fiscale (que Cahuzac osait prétendre avoir déjà faite...). C'est au gouvernement de donner le ton, le rythme, les explications, de l'inflexion, de la correction de trajectoire, avec les mots qui seront les siens, quel que soit le nom que l'on donne à cette inflexion, à ce tournant. Mais s'il n'y a pas cette inflexion sociale nous sommes perdus.